

Des peuples à la conquête de leurs indépendances

POUR LE 50EME ANNIVERSAIRE DES INDÉPENDANCES DE 14 PAYS D'AFRIQUE POTE A POTE DÉCIDE DE METTRE EN LUMIÈRE LES HÉROS LA DÉCOLONISATION ET LE CONTEXTE HISTORIQUE DANS LEQUEL ILS ENCRÈRENT LEUR COMBAT. ELIKIA M'BOKOLO NOUS OFFRE SON ÉCLAIRAGE SUR L'HISTOIRE DES INDÉPENDANCES DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET PLUS PRÉCISÉMENT SUR LA DIMENSION POPULAIRE DE CETTE FUNESTE CONQUÊTE.

On a tendance à ramener l'histoire des indépendances à une histoire politique et juridique alors que les histoires des indépendances c'est d'abord une histoire sociale, culturelle, intellectuelle qui se manifeste sous une forme politique. Nous pouvons découvrir que la colonisation ce n'est pas seulement des blancs qui dominent des noirs, la colonisation c'est autre chose que ça et c'est même plus que ça : C'est d'une part, un despotisme politique, blanc certes, mais appuyé sur un certain nombre de noirs, c'est aussi un système d'exploitation féroce et c'est un système d'aliénation culturelle. Si l'on veut comprendre l'histoire de l'Afrique de la fin du 19ème à aujourd'hui c'est ça le fil conducteur...

Du point de vue du combat populaire, il y a au moins 2 directions claires, d'une part le recours à la violence et à la lutte armée au début de la colonisation, dans les années 1900 puis dans les années 20 avec en 1928 la guerre de la Manche de Houe dans l'actuelle Centre Afrique. Au lendemain de 45, on retrouve également ce genre de recours au sein des anciens combattants tirailleurs qui organisent des mutineries de soldats pour acquérir les mêmes droits que les soldats français avec lesquels ils étaient égaux face à la mort. De plus, lorsque les tirailleurs partent combattre contre les allemands, ils comprennent bien qu'ils participent à une guerre pour la liberté et contre la tyrannie, une tyrannie qu'ils retrouveront en rentrant en Afrique face à laquelle ils protesteront. Mais dès le massacre de Thiaroye, la France envoie ces mêmes soldats soit à Madagascar, soit en Indochine et plus tard en Algérie ; il s'agit là d'une stratégie visant à épargner le sang des français mais il s'agit aussi de retirer d'Afrique un facteur de désordre.

On sait également que les grèves des dockers Sénégalais en 1945 et dans le milieu des cheminots du Sénégal-Niger, ceux de Côte d'Ivoire-Niger mais aussi les cheminots du Ghana sans oublier leur collègues du Congo et les ouvriers d'Afrique du Sud, tous mettent en place des mouvements spontanés visant à lutter pour une égalité de droit. Ils seront rapidement réprimés et disqualifiés au motif du fait qu'ils auraient été manipulés par le bloc communiste et l'URSS en particulier. Cependant, ces mouvements sociaux reposaient sur la conscience que « nous avons été libres avant, on peut être libre aujourd'hui ».

Un troisième groupe de résistantes, dont on ne parle pas, ce sont les femmes qui constituent un groupe de pression important à cette époque. Toutes issues du peuple, les « market women », ont été de formidables propagandistes à Dakar, Accra, au Togo voir même au Ghana et au Kenya... Cette force féminine a bien été intégrée dans les mouvements d'indépendances. Nous pouvons retenir la révolte des femmes de Grand Bassam en Cote d'Ivoire, non loin d'Abidjan, qui ont marché en masse sur Abidjan pour lutter contre l'internement de militants du PDCI (le Parti Démocratique de Cote d'Ivoire) à l'époque où Houphouët Boigny était apparenté avec les communistes. Ces femmes manifestaient le droit qu'avait leur mari de faire reconnaître leurs droits de citoyens conquis par la loi Lamine Gueye en 46, il n'y avait donc aucune raison de les arrêter.

Il y a enfin eu les jeunes comme grand groupe pression pour l'indépendance. On a beaucoup parlé des étudiants qui étaient une masse non négligeable, à Dakar pour l'espace français, mais aussi au Ghana, au Nigéria, en Ouganda. Il y avait également la communauté estudiantine africaine en France, en Angleterre et aux Etats Unis (la WASU : West African Student Union fondée dans les années 20). Mais il me semble important d'insister sur les gens qui étaient au dessous des étudiants. L'Afrique, à cette époque, connaît un baby boom extraordinaire ce qui fait que les lycéens et collégiens ont joué un rôle manifeste dans la lutte pour l'indépendance. Djibo Bakari au Niger qui, en 58, appelle à voter « NON » au referendum de De Gaulle, s'est beaucoup appuyé sur cette jeunesse là. Beaucoup de ces élèves sont déscolarisés et vont finir par s'engager dans les partis politiques.

Mais la réponse de la France face à cet engouement populaire a été de faire émerger une classe de politiciens pour casser ce mouvement venu des rues. Ce qui fait que de 45 à 47 le peuple se mobilise massivement autour de politiciens africains français qu'il élit au poste de députés et autre sachant que tous étaient des progressistes. Par conséquent, la France réussit finalement à installer des partenaires de la colonisation africains au sein même des sociétés africaines sur lesquelles elle pouvait s'assurer d'avoir la main mise.

Propos recueillis par Samuel Thomas et Nadjib Sellali



Elikia M'Bokolo est Historien, directeur d'étude à l'Ecole des Hautes Etude des Sciences Sociales et présentateur principal sur RFI de l'émission « Mémoire d'un continent », dédiée à l'histoire du continent noir.

Elikia M'bokolo et son équipe travaille actuellement à la réalisation d'un documentaire, l'Afrique racontée par elle même, qui abordera la question coloniale mais pas seulement... Diffusion prévue pour mai 2010 sur TV5 Monde.

1944 : La Conférence de Brazzaville, premier pas timide vers la décolonisation...

Le 30 janvier 1944, lorsque le Comité Français de Libération Nationale (CFLN) réunit les gouverneurs de l'Afrique et des hauts fonctionnaires à Brazzaville, il s'agissait pour le Général De Gaulle de réaffirmer l'autorité de la France sur des colonies, influencées par l'esprit de libération, porté par les pays anglo-saxons au nom du « droit des peuples à disposer d'eux mêmes ». Le but de cette réunion était aussi d'instaurer des rapports nouveaux entre la métropole et ses colonies pour encourager leur effort de guerre dans la France Libre. Mais alors que dans son discours d'ouverture, de Gaulle propose que « les Africains » s'élèvent « peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de

leurs propres affaires », la conférence précise cependant que « les fins de l'œuvre de colonisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du Bloc Français de l'Empire. La constitution même lointaine de « self government » dans les colonies est à écarter ».

A Brazzaville, les libéraux du CFLN et le gouverneur guyanais Félix Eboué font admettre la suppression progressive du Code de l'Indigénat (en vigueur depuis les années 1880, et qui faisait de l'essentiel des peuples colonisés des sous-citoyens pourvus de droits au rabais). Cette avancée sera conquise en mai 1946 par le député sénégalais, Lamine Gueye, qui accorda la citoyenneté française aux indigènes des colonies française. Mais malgré la présence de 29 députés africains, au sein de la première Assemblée Nationale, c'est une citoyenneté au rabais qui sera octroyée aux anciens sujets de l'empire, à travers notamment le « double collège » pour le vote des colonisés : ceux-ci, « sujets français », sont séparés des « citoyens français » et disposeront de bien moins d'élus – alors que leur population est bien supérieure en nombre.

La conférence de Brazzaville posera aussi un premier jalon en 1944 vers la suppression du travail forcé (esclavage qui ne disait pas son nom et concerna à partir de 1880 sans doute près du quart de la population d'Afrique Occidentale Française, soit environ deux millions de personnes), « dans un délai de 5 ans ». Cette avancée sera finalement obtenue par le député d'origine ivoirienne Houphët Boigny en 1946.

Erwan Rutzy



PORTRAIT | LAMINE GUEYE

LAMINE GUEYE ÉTAIT UN IMMINENT HOMME POLITIQUE DE L'UNION FRANÇAISE DANS LES ANNÉES 30 À 60. IL EST AUSSI CÉLÈBRE POUR AVOIR ÉTÉ L'AUTEUR D'UNE LOI QUI DONNA LE DROIT DE VOTE AUX CITOYENS DE L'AFRIQUE FRANÇAISE. RETOUR SUR LE PARCOURS D'UN GRAND HOMME DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST.

Né le 20 septembre 1891 à Médine au Soudan français (actuel Mali), Lamine Gueye est issu d'une famille originaire de Saint Louis au Sénégal. Il s'orienta dans un premier temps vers l'enseignement, puis il se tourna vers le droit pour devenir le premier juriste noir de l'Afrique Française. Avocat auprès des tribunaux et cours d'Appel de l'Afrique Occidentale Française (l'AOF), il plaidera dans des procès politiques ou étroitement liés à la politique. En 1931, il sera Conseiller à la Cour d'Appel de la Réunion puis de la Martinique. Il ne quittera la magistrature qu'en 1940.

Lamine Gueye était un militant politique très actif. Dès 1912, il fondait déjà avec quelques camarades le premier groupe de revendications politiques d'Afrique Noire la « Jeunesse Sénégalaise ». Adhérent de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) depuis 1923, il était devenu maire de Saint-Louis au Sénégal en 1925. En 1935, il réorganisait le Parti Socialiste Sénégalais (PSS), premier parti politique moderne de l'Afrique francophone. En 1945, il est élu maire de Dakar avec comme colistier son protégé Léopold Sédar Senghor. Une rivalité finira par se créer entre ces deux leaders de mouvements politiques sénégalais. Il sera député du Sénégal de 1946 à 1951.

Lamine Gueye défendait la politique de l'assimilation c'est-à-dire pour que les africains aient les mêmes droits et devoirs que les français. Il est l'auteur d'une loi datant du 7 mai 1946 qui étend la citoyenneté française aux indigènes des colonies française. Lamine Gueye est aussi l'auteur d'une loi du 30 juin 1950 qui va ga-

rantir l'égalité de traitement entre les travailleurs africains et français dans le secteur public. Les cheminots des quatre grands réseaux des chemins de fer de l'AOF ; Dakar-Niger, Conakry-Niger, Bénin-Niger et Abidjan-Niger s'étaient mis en grève en octobre 1947 pour dénoncer cette discrimination. Cette grève fut suivi par 62% du personnel.

Du 16 décembre 1946 au 22 janvier 1947, Lamine Gueye sera Secrétaire d'Etat à la présidence du conseil du gouvernement de Léon Blum. Il sera ensuite élu conseiller territoriale au Sénégal, réélu en 1952 et 1957. Il présidera ensuite le conseil général de l'AOF ainsi que le grand conseil de l'AOF. En 1956, il sera nommé représentant de la France à l'ONU. Du 8 juin 1958 au 15 juillet 1959, il sera sénateur de la quatrième République française. Et après l'indépendance du Sénégal en 1960, il sera Président de l'Assemblée Nationale du Sénégal jusqu'à sa mort le 10 juin 1968.

Lamine Gueye n'a pas seulement marqué l'histoire de l'Afrique, il a aussi marqué l'histoire de la France car c'était un combattant pour l'égalité qui est l'une des valeurs fondamentales de notre République. Dommage que le parcours de cet homme ne soit pas enseigné dans nos livres d'histoire.



Tressy LADJI
Elue de Grigny (91)

1944 : Des soldats de la liberté face à la mort, des guerriers de l'égalité face à leurs droits

BON NOMBRE DE SOLDATS D'OUTRE-MER PÉRIRENT SUR LE FRONT POUR LIBÉRER LA FRANCE. EGAUX FACE À LA MORT, LES TIRAILLEURS ONT RÉCLAMÉ L'ÉGALITÉ DES DROITS À LA LIBÉRATION.

En 1917, pour recruter des « indigènes » pour l'armée française, Blaise Diagne, unique député noir africain nommé délégué du gouvernement, parcourait l'Afrique en reprenant le slogan « En versant le même sang, vous gagnerez les mêmes droits ». C'est avec cette promesse que des dizaines de milliers d'africains furent enrôlés dans l'armée Française. Après avoir payé un lourd tribut lors de la 1ère guerre mondiale (sur 134.000 engagés venus de l'AOF, plus de 30.000 hommes sont morts et autant de blessés), les « tirailleurs sénégalais » sont de retour en 1939, créant une vive résistance face aux troupes allemandes qui en fusilleront des compagnies entières par représailles. Plus de 30 000 soldats, venus d'Afrique noire ou de Madagascar, furent fait prisonniers dans des Front-Stalag. Jean Moulin, à cette époque préfet de Chartre, dû s'interposer pour protéger les prisonniers africains que les Allemands voulaient fusiller. L'Allemagne fustigeait la France par des campagnes de propagandes qui parlaient d'une armée de « sauvages » à travers des films et photos de noirs africains emprisonnés dans les camps allemands basés en France. Des milliers de soldats africains, évadés des camps allemands, rejoindront la Résistance. Dans un second temps, au sein des « Forces Françaises Libres », les soldats africains payeront à nouveau le prix fort. Un enrôlement massif et rapide se fait en terre d'Afrique pour la bataille de Bir-Hakeim (26 mai au 11 juin 1942). Les débarquements de Provence notamment sont menés par des dizaines de milliers d'africains. Au total, de 39 à 45, on dénombre un minimum de 320.000 tirailleurs maghrébins, 200 000 tirailleurs noirs africains et malgaches qui se sont battus pour défendre et libérer la France, sans oublier un effectif équivalent, mobilisé en

Afrique pour participer à l'effort de guerre. Des milliers sont morts, blessés et disparus au champ d'honneur. Malgré ce dévouement, la France démobilise une partie de ses troupes coloniales à l'aube de sa victoire contre les allemands. Ce « blanchiment de l'armée »

fut opéré pour le débarquement de Normandie et pour la libération de l'Alsace et le franchissement des frontières du Reich. De ce fait les troupes africaines participeront marginalement au défilé de victoire du 14 juillet 1945 sur les Champs-Élysées.

Les combattants africains n'étaient plus les « fidèles tirailleurs y'a bon » de 1940. Ils n'acceptaient plus le paternalisme colonial et son code de l'indigénat et réclamaient la fameuse égalité conquise au bout du fusil qu'avait déjà promis en son temps Blaise Diagne aux sénégalais. Regroupés dans des camps pour être rapatriés en Afrique, les tirailleurs se révoltent contre une injuste régularisation des soldes et des diverses indemnités dues notamment aux anciens prisonniers. En Bretagne, en novembre 44, la gendarmerie intervient faisant plusieurs blessés. Débarqués à Dakar le 21 novembre 1944, ces tirailleurs africains continuent de réclamer la régularisation de leurs soldes et de leurs indemnités. Une mutinerie éclate le 1er décembre 1944, brutalement réprimée. Bilan officiel : 35 tués par fusillade et 48 emprisonnés. Ce funeste événement sera pris en symbole et largement diffusé par l'armée française auprès de

l'ensemble des tirailleurs africains pour les dissuader de tout soulèvement. En Afrique cette répression sonnera, à l'image du massacre de Sétif et Guelma du 8 mai 45 en Algérie, comme le déclenchement des luttes d'indépendances.



Nadjib Sellali

Source E.DEROO L'histoire méconnue

PORTRAIT | JEAN-FÉLIX TCHICAYA

JEAN-FÉLIX TCHICAYA EST MOBILISÉ EN 1939 DANS L'ARMÉE FRANÇAISE ET S'ENGAGE EN 1943 DANS LES FORCES FRANÇAISES LIBRES ET SA CONDUITE LUI VALUT LA MÉDAILLE DE LA FRANCE LIBRE.



Jean-Félix Tchicaya, né à Libreville au Gabon, instituteur puis comptable à Pointe Noire au Congo, a été au sortir de la seconde guerre mondiale, le fondateur du parti progressiste congolais et le co-fondateur (avec son ami Houphouët Boigny) et vice-président du Rassemblement Démocratique Africain (RDA).

Le 18 Novembre 1945, il est élu député socialiste du Gabon-Moyen-Congo à l'Assemblée Nationale française par le collège des non citoyens...

Un poste de député qu'il gardera jusqu'en 1960.

Dans le cadre de son mandat parlementaire, Jean-Félix Tchicaya a beaucoup travaillé à la décentralisation des décisions économiques.

Il a dénoncé le système électoral du double collège ; le 1er collège pour les français de l'Hexagone et dans le 2ème collège tous les français non citoyens et nommés indigènes. Il voyait dans ce double collège un système électoral injuste, dangereux et inacceptable. L'émancipation politique de l'Afrique lui tenait particulièrement à cœur et l'avait amené à déposer une proposition de loi tendant à instituer, dans les territoires d'outre mer et sur le plan national, un collège unique.

Jean-Claude Tchicaya

Porte parole de l'association de Devoir de Mémoire

retrouvez l'intégralité de ce portrait sur
www.poteapote.com

1945 : Du combat politique pour l'égalité aux revendications des indépendances

L'ÉMERGENCE D'UNE UNION D'ÉLITES POLITIQUES AFRICAINES, VENUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, COMME DES HAUTES ÉCOLES FRANÇAISE MARQUERA UN GRAND TOURNANT DANS L'HISTOIRE DES INDÉPENDANCES

Tout comme l'Angleterre, au lendemain de la 2^{de} guerre mondiale, les peuples colonisés sont face à une France détruite, affaiblie économiquement, politiquement et lourdement dévaluée sur la place internationale au détriment d'une Amérique et d'une Union Soviétique devenues leaders mondiaux anticolonialistes. C'est dans ce contexte qu'émerge un souffle international de libération du joug colonial motivé, en France, par les communistes et radicaux socialistes. Côté africain, soldats et intellectuels engagent le pas. Dès 1945, Fily Dabo Sissoko, Sourou Apithy, Félix Houphouët Boigny, Liamine Gueye, Jean-Félix Tchicaya et d'autres auront conscience qu'une union universaliste africaine devra être créée pour conquérir leurs droits à l'égalité.

Cette vague anticolonialiste s'éveilla dès la démobilisation des troupes d'Outre Mer à la veille de la victoire face à l'occupation fasciste allemande. Car c'est en participant à la libération des pays européens du nazisme que les peuples colonisés ont pris conscience qu'ils participaient à leur propre émancipation. Cela ne laissera pas indifférents les colonisateurs et encore moins les officiels français qui prendront les devants en organisant la conférence de Brazzaville du 30 janvier au 8 février 1944 ; dans l'objectif de créer un rapport nouveau entre la France et ses colonies. Il en sortira quelques promesses du Général de Gaulle, comme celle d'une participation des indigènes à leurs propres affaires excluant bien entendu tout « self gouvernement » et la suppression du travail forcé présenté par Houphouët Boigny (seul noir accepté à la table des négociations) qui ne sera adopté que le 11 avril 46. Cependant, en France comme en Afrique, la poussée des forces démocratiques fait plier le gouvernement provisoire sur la représentation des colonies aux Assemblées Constituantes.

Appuyés par une majorité de la Gauche à l'Assemblée et des nombreux mouvements de grèves des métallurgistes, des postiers, des employés de commerces et autres travailleurs en janvier 46, les élus africains sautent sur l'occasion pour faire adopter des dispositions législatives qui ouvrent des brèches importantes dans la politique coloniale comme : l'extension du droit de vote, l'abolition du travail forcé : Loi Houphouët Boigny, l'attribution de la citoyenneté à tous les ressortissants de l'Union (7 mai 1946) avec la Loi Liamine Gueye-Député du Sénégal.

Mais la Constitution de 1946, qui assure la main mise de la France sur ses colonies, sera l'élément déclencheur pour les élus africains pour lancer le Congrès constitutif du Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A) le 19 octobre 1946 à Bamako. Cette instance se tiendra devant 800 délégués venus des quatre coins des colonies françaises d'Afrique. C'est ainsi que le député à l'Assemblée constituante française Houphouët Boigny est promu président de la RDA, en ayant comme vice-président le député du Soudan-Niger Fily Dabo Sissoko et les députés Sourou Migan Apithy, Jean-Félix Tchicaya, Gabriel d'Arboussier ainsi que le député du Soudan français Mamadou Konaté. Plus que jamais, ces leaders politiques sont déterminés à prendre le destin africain à bras le corps. Constituée, la RDA adopte dans la foulée une résolution générale qui « dénonce le recul imposé par une constitution assimilatrice (Constitution de 46) et se prononce formellement pour une union librement consentie, fondée sur l'égalité des droits et des devoirs ». Dans le même élan, la RDA décide d'amener son idéologie anticoloniale dans le cadre constitutionnel en militant sous l'étiquette communiste. Ce choix les mènera à leur perte lorsque le P.C.F ne fit plus parti du gouvernement. Les conséquences seront lourdes pour Houphouët Boigny et ses compagnons : isolement parlementaire, persécution des militants de la RDA en Afrique, arrestations massives... Cela étant, la création de la R.D.A marquera profondément l'histoire coloniale française. La force d'une Union universaliste, comme arme de résistance et de lutte pour l'égalité, n'était que l'ébauche d'une élite politique africaine en devenir qui n'hésitera plus à faire vaciller l'empire colonial français pour acquérir ses droits et défendre ses devoirs.

Nadjib Sellali



PORTRAIT | HOUPHOUËT BOIGNY

Né à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) le 18 octobre 1905, Félix Houphouët Boigny a été un médecin engagé avant de marquer de son sceau l'histoire de la décolonisation des pays africains, en devenant un acteur syndical et politique hors pair. Fondateur en 1944 du Syndicat Agricole Africain (SAA) pour défendre une égalité de droit entre africains et européens, cette formation sera également à l'origine du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Il a fallu peu de temps à Houphouët Boigny pour raccrocher le PDCI au Rassemblement Démocratique Africain (RDA) dont il sera président en octobre 46 alors que le 11 avril 46 il s'illustrait de nouveau en abolissant le travail forcé dans la législation française sous son mandat de député.

Elite politique, Félix Houphouët Boigny sera membre des deux Assemblées Constituantes françaises en 1945 et 1946 puis député de Côte d'Ivoire au Parlement français de 1946 à 1959. Rattaché au Parti Communiste, il décidera finalement de rejoindre l'Union démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR), c'est alors que « le bélier de Yamoussoukro » occupera plusieurs postes ministériels sous la IV^{ème} République.

En 1958 la Côte d'Ivoire accède à son autonomie, au sein de la Communauté française, alors que dans le même temps Félix Houphouët Boigny accède à la présidence de l'Assemblée Constituante de Côte d'Ivoire et devient premier ministre un an plus tard. Les relations de proximité qu'il entretient avec le Général de Gaulle n'empêchera pas « l'homme de la paix et du dialogue » de proclamer l'indépendance de la Côte d'Ivoire en août 1960. Critique à l'égard du multipartisme, Félix Houphouët Boigny qui, au lendemain de l'indépendance, devient le 1^{er} président de Côte d'Ivoire, imposera un régime de parti unique sur lequel il reviendra en 79 suite à de fortes pressions populaires et politiques résultant de son impopularité grandissante. Quelques mois après, une mutinerie qui l'opposa à sa garde présidentielle, le président Houphouët Boigny décédera le 7 décembre 1993.

Nadjib Sellali

1947 : Un pavé colonial dans la mare syndicale

LA LUTTE SYNDICALE FUT L'UN DES AXES MAJEURS DE LUTTES CONTRE LES INÉGALITÉS DE DROITS DANS LE MILIEU AGRICOLE, OUVRIER ET ADMINISTRATIF ENTRE LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET AFRICAINS.

Il faudra attendre la chute du Front Populaire français pour que l'on concède à l'AOF le 11 mars 1937, les conditions d'applications des titres 1 et 2 du livre 3 du Code du Travail métropolitain. Ce timide progrès offrit le droit aux travailleurs instruits de se syndiquer. Peu de jours après, un nouveau décret tombe : Le 20 mars 1937 reconnaît clairement le droit aux travailleurs qui ne remplissaient pas cette condition d'adhérer à une association professionnelle. Cette dynamique syndicale qui prend forme peu à peu a été le fruit de l'inspiration précoce d'idées marxistes au Sénégal. Mais c'est le 16 septembre 1944 que né le décret instituant les syndicats professionnels « sur les territoires coloniaux français-africains ».

A partir de cette date, travailleurs africains et européens font l'expérience d'une progression commune par l'unification de leurs efforts, le but étant de peser aux tables des négociations. De ce mariage naquit un organisme de coordination : l'Union des Syndicats Confédérés d'AOF-CGT représenté par 2 secrétaires généraux l'un français, l'autre africain. Par tradition, le pluralisme syndical a toujours existé en métropole mais son prolongement étend désormais ses racines jusqu'en Afrique de l'Ouest car dans le même temps la CFTC et FO s'affilièrent aux syndicats africains.

Une série de grèves incisives s'opère de décembre 45 à février 46 et donne issue au rééquilibrage des droits entre travailleurs du secteur public et du privé. Mais cette lutte a avant tout permis aux membres des deux communautés (française et africaine) de porter lourdement atteinte aux administrations. La grogne syndicale monte et son ampleur massive s'étend sur les terres africaines en peu de temps grâce au soutien d'une population qui aspire aux changements.

C'est à ce moment que « l'aberration » des alliances syndicales franco-africaine se fait ressentir. En effet, les travailleurs salariés sont une minorité à cette époque et sont employés principalement dans le secteur du transport et dans le secteur administratif. Pour ces travailleurs, les revendications qu'ils portent sont sans ambiguïtés,

ils ciblent principalement l'égalité des salaires avec les européens et une meilleure organisation de leur carrière. Un autre décalage divise l'union syndicale franco-africaine : alors qu'en Europe la lutte syndicale focalise sur la lutte des classes, l'Afrique, dépourvue d'une classe prolétarienne revendique son combat contre l'oppression coloniale.

La confirmation de ce détachement vint avec la grande grève des cheminots maliens et sénégalais qui sévit d'octobre 47 à Février 48. La tendance « nationaliste » s'affirme par l'activisme des militants du Bureau Démocratique Sénégalais (BDS) créé par Léopold Cédar Senghor au lendemain de sa démission de la SFIO. Le rapprochement entre le BDS de Senghor et certains syndicalistes radicaux comme l'intellectuel Abdoulaye Guèye et le député Gabriel d'Arboussier qui militaient à l'UDS-RDA, permit de poursuivre les efforts pour l'unité des travailleurs. A cet instant tous font bloc pour aboutir à la grève générale du 3 novembre 1952 qui fut couronnée par l'adoption du Code du travail d'Outre Mer le 15 décembre 1952. Il sera par ailleurs appliqué en 53 avec la mise en place de la semaine de 40h entre autre. Certains leaders comme Sékou Touré ou encore Léopold Sédar Senghor n'ont pas encore renoncés à détacher le mouvement syndical au Parti Communiste Français mais ils quittent la CGT pour fonder la CGTA (Confédération Générale des Travailleurs Africains) en novembre 55, plus en adéquation avec la réalité africaine. Peu de temps après, la CGTA devient à partir du 20 janvier 1957, l'UGTAN (l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire). Ce changement de cap est marqué par un désintéret pour la lutte des classes au profit d'une « lutte à outrance pour l'émancipation politique de l'homme noir ». Cette radicalisation de lutte contre l'establishment colonial agit en accélérateur dans le processus de décolonisation. Malgré les divisions entre les différents leaders politiques africains que ce mouvement suscite, la maturité de la force syndicale africaine amorce, d'un pas décidé, sa grande marche vers une libération certaine...

Nadjib SELLALI

PORTRAIT | DJIBO BAKARY

Né en 1922 à Soudouré à 12 km de la capitale du Niger, fervent militant apolitique pour la suppression des peines de l'indigénat et du travail forcé aux côtés d'Houphouët Boigny. En 1946, il rejoint le groupe Parti Progressiste du Niger et en 47, fut hissé à la tête au poste de secrétaire générale du PPN devenu section territoriale nigérienne du rassemblement démocratique africain (RDA). Ce démarquage rencontra un vif succès populaire, c'est alors qu'il se chargea de restructurer le parti et mis en place de grandes campagnes fédératrices incitant la population à adhérer sur la base de grandes tournées dans les sous sections de la RDA mais aussi dans les structures traditionnelles. La jeunesse n'était pas insensible à sa force de conviction, ce qui ne lui a pas valu que des honneurs bien au contraire. Pour avoir enrôlé cette force vive dans les activités du journal Réveil, dans lequel Djibo Bakary collaborait et où la RDA avait ses tribunes, il fut poursuivi en justice. Conscientes de la dimension que pouvait prendre l'engagement des forces militantes qu'il était capable de rassembler autour de ses idées radicales, les forces coloniales firent en sorte de réduire son champ d'action, chaque semaine fut le lot d'arrestations arbitraire, poursuites en justice et autres convocations.

Malgré ces entraves Djibo Bakary devient représentant officiel de

PPN-RDA au Congrès Interterritorial à Abidjan en janvier 49. En 50, il est aux côtés de Modibo Keita pour maintenir une pression populaire anticolonialiste par des meetings, des grèves des travailleurs, des grèves d'achat. En 1951, il quitte le PPN pour s'occuper des syndicats à travers l'Union syndicale confédérale du Niger. C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'il créa l'UDN (l'Union Démocratique du Niger), dirigée par des syndicalistes, et qui rejoindra le Mouvement des socialistes africains en 56. En 57, Djibo Bakary fut nommé secrétaire général adjoint du Mouvement en ayant Lamine Gueye comme président.

Depuis juillet 58, Djibo Bakary était secrétaire général du Parti du regroupement africain et c'est lors du Congrès de Cotonou qu'il opta pour l'indépendance immédiate avec l'appui de Sekou Touré. Ensemble ils créèrent l'UGTAN (Union Générale des Travailleurs Africains) qui avait des positions progressistes, nationalistes et indépendantistes et c'est ensemble qu'ils firent campagne pour le « Non » au référendum de 58.

Nadjib SELLALI

retrouvez l'intégralité de ce portrait sur
www.poteapote.com

1947 : Décolonisations dans le sang

POUR CONQUÉRIR LEUR INDÉPENDANCE, DES ARMÉES POPULAIRES DE LIBÉRATION AVAIENT ENGAGÉ LA LUTTE MILITAIRE CONTRE L'OCCUPATION FRANÇAISE DÈS 1947 À MADAGASCAR ET DIX ANS PLUS TARD AU CAMEROUN. COMBIEN D'ENTRE NOUS SAVENT À QUEL POINT L'INDÉPENDANCE DE CES TERRITOIRES A ÉTÉ PRÉCÉDÉE OU ACCOMPAGNÉE PAR DES MASSACRES PÉPÉTRÉS PAR LA PUISSANCE COLONIALE ? RETOUR SUR DEUX DRAMES OUBLIÉS DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Premier massacre de masse perpétré par la nouvelle République à peine libérée du joug nazi, entre 30 000 et 89 000 malgaches, selon les sources, ont trouvé la mort suite aux soulèvements populaires du mois de mars 1947, notamment dans l'est et le Sud de Madagascar. Pour combattre l'insurrection du peuple malgache qui réclamait une indépendance immédiate, la répression confiée à 18 000 hommes de troupes (des tirailleurs sénégalais et soldats marocains et algériens). Le parti indépendantiste M.D.R.M fut dissous, ses chefs jetés en prison ainsi que les députés malgaches considérés comme complices des rebelles.

Quelques années plus tard, le Cameroun est lui aussi le théâtre d'une répression féroce de la part des troupes françaises. Dès 1950, le parti indépendantiste U.P.C qui s'est séparé du R.D.A se distingue par ses positions radicales vis-à-vis de la France et son engagement progressif dans la lutte armée. L'Union des populations du Cameroun conduite par Nyobé puis Moumié, n'accepte pas la férule française et entretient dès 1955 des foyers de rébellion dans différentes régions du pays. En 1958, Ruben Nyobé est tué au cours d'une opération militaire contre son maquis, mais la rébellion de l'UPC continuera même après l'indépendance. L'armée Française interviendra alors à la demande du gouvernement camerounais qui restait en fait sous la coupe du pouvoir gaulliste. La métropole, craignant que son emprise sur le pays ne disparaisse, et qu'une conta-



gion de cet esprit de liberté ne gagne les ex-colonies voisines tout aussi dépendantes que sont le Gabon et le Congo, pratique entre 1960 et 1962 une campagne d'une violence alors inégalée en Afrique, puisqu'on estime le nombre de morts entre 40 000 et 150 000 : la province bamiléké est largement vidée, ses habitants regroupés dans des camps d'internement, des territoires entiers rasés au napalm.

A chaque fois, les rébellions sont nées de l'échec des voies légales empruntées par les indépendantistes : trucage des élections par la tutelle coloniale au Cameroun, emprisonnement des leaders modérés à Madagascar*. A chaque fois, la torture est systématique et la répression d'une sauvagerie sans nom : le corps de Nyobé est coulé dans du béton, les têtes de milliers d'insurgés exposées dans tout le Cameroun ; à Madagascar, on jette les prisonniers depuis les avions, ou on les mitraille enfermés dans des wagons.

A chaque fois, pour venir à bout des insurgés, le pouvoir colonial utilise la même arme : il organise et renforce des différences ethniques latentes pour les dresser les uns contre les autres. Diviser pour mieux régner. Manipulation de la démocratie au profit du pouvoir colonial et répressions féroces ont eu pour conséquence de porter au pouvoir depuis lors des régimes autoritaires, souvent téléguident depuis la France.

Erwan Ruty

* retrouvez le portrait de Ravoanguy sur www.poteapote.com

PORTRAIT | RUBEN UM NYOBE



Ruben UM NYOBE est propulsé à la tête de l'Union des Populations du Cameroun au mois de novembre 1948, six mois après la création de ce mouvement de libération nationale, dont le but est d'obtenir l'indépendance et la réunification du Cameroun. La lutte de L'Union des populations

du Cameroun prend ses racines dans la résistance contre le colonialisme qui, au Cameroun, fut d'abord celui de l'Allemagne pour devenir ensuite celui de la France et de l'Angleterre pendant la première guerre mondiale.

Pour Ruben UM NYOBE, le citoyen camerounais doit être au centre de toutes les initiatives et les décisions, autrement dit, il doit être consulté au préalable. Il déplore évidemment la maltraitance et le manque de considération des colons à l'égard des indigènes et il prône un programme-école qui permettrait aux camerounais de recevoir une formation adéquate pour assumer les charges d'Etat. Il est l'un des premiers hommes politiques de la nation à mettre en garde des dangers du tribalisme, de l'ethnicité et de la régionalisation dans la politique locale. Il s'emploie à la Réunification des Cameroun britanniques et français.

Ruben UM NYOBE considère que la France n'a dès lors aucune légitimité pour s'imposer plus longtemps à une Nation qui veut enfin

être maîtresse de sa destinée.

Ruben UM NYOBE apparaît comme le leader le plus charismatique et le plus populaire du nationalisme camerounais. Et c'est sans aucun doute la force de cette entreprise naissante de subversion qui poussera, à partir des années 1955, le gouvernement colonialiste à prendre des mesures de répression brutale. Le 13 juillet 1955, le gouvernement colonial décrète que l'UPC est désormais illégale. Ruben UM NYOBE se réfugie alors dans sa région natale tandis que ses camarades Félix MOUNIE, Abel KEGNE, et Ernest OUNDIE prennent le maquis dans l'administration britannique. A l'instar de ses camarades algériens ou indochinois qui mènent des insurrections armées, Ruben UM NYOBE voulait faire prévaloir le droit et la négociation face à une armée française, bien structurée, qui sème la terreur auprès des militants et sympathisants de l'UPC. Lorsqu'il accepta enfin la création d'une structure armée en 1956, il est déjà trop tard. Le 13 septembre 1958, Ruben UM NYOBE est assassiné par les troupes françaises dans le maquis. Il succombe à la barbarie coloniale et à l'impossibilité de celle-ci d'entreprendre, de supporter une vision du monde et un rapport à la colonie marquée par le sceau de l'égalité. Le 1er janvier 1960 La France a donné une certaine indépendance à un pays dirigé par des hommes qui ne se sont jamais battus pour l'obtenir et Ruben UM NYOBE aura ainsi manqué sa révolution.

**Jacques EBOSSE MOUDIO
(SOS Racisme 80)**

1956 : Le mouvement intellectuel noir

FODÉ SYLLA, ANCIEN PRÉSIDENT DE SOS RACISME, ANCIEN DÉPUTÉ EUROPÉEN ET MEMBRE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL SOULIGNE POUR POTE À POTE L'INFLUENCE QU'A EU LE MOUVEMENT INTELLECTUEL NOIR SUR LES MOUVEMENTS D'INDÉPENDANCE.

QUEL A ÉTÉ L'IMPACT SUR LES MOUVEMENTS D'INDÉPENDANCE DU CONGRÈS DES ARTISTES ET ÉCRIVAINS NOIRS QUI, S'EST TENU À PARIS EN 1956 AUTOUR DE SENGHOR, DIOP ET CESAIRE ?

Le Congrès de la Sorbonne de 1956 devait poser les bases d'une rencontre ou de retrouvailles des intellectuels et artistes noirs, à la fois africains, antillais et afro-américain, sur la valorisation des cultures et de l'émancipation de l'homme noir. En réalité, parce qu'il intervenait en pleine Guerre Froide, il est rapidement devenu un enjeu idéologique fondamental. Certains participants n'hésitant pas à qualifier l'événement comme le « Bandung culturel » (la Conférence de Bandung d'avril 55 marque la naissance du concept de Tiers Monde). Les Américains ont tout fait pour contenir le glissement anti-impérialiste des débats et n'ont eu de cesse d'essayer de recentrer le Congrès sur la bataille des droits civiques. Quoi qu'il en soit cette rencontre marque bel et bien la naissance d'un véritable mouvement intellectuel noir. Une dimension qui a été particulièrement renforcée par la présence d'intellectuels emblématiques occidentaux (Claude Lévi Strauss, Jean-Paul Sartre, Pablo Picasso...) qui lui ont donné une crédibilité et un écho international.



L'âme du Congrès, encore une fois, avait des bases philosophiques et culturelles. Un discours égalitaire et humaniste qui entendait proposer une autre vision, autre que celle, manichéenne, imposée par les deux blocs américain et communiste. Pour Senghor, il s'agissait de : « Faire de la culture

une puissance de libération ». Et l'on constate que la plupart des leaders charismatiques africains des mouvements de lutte anticoloniale (comme Patrice Lumumba au Congo Belge ou Kwame Nkrumah au Ghana) restaient porteurs de cette double impulsion politique et intellectuelle.

50 ANS APRÈS LES INDÉPENDANCES, QUELLE EST AUJOURD'HUI LA PLACE DE LA PENSÉE AFRICAINE DANS LE MONDE INTELLECTUEL ?

On cite souvent, chez les francophones, Senghor et Césaire, chantres de la négritude, comme figures de proue des intellectuels noirs. Le concept initial du Martiniquais Aimé Césaire, que Senghor définit comme « l'ensemble des valeurs culturelles de l'Afrique noire », a pris justement toute sa dimension dans la rencontre entre les deux hommes. Elle se pose comme une revendication identitaire forte et réunificatrice qui transcende les clivages géographiques et historiques.

Pour autant, on aurait tort, comme c'est parfois malheureusement le cas, de réduire la pensée noire à la seule négritude. Entre Senghor à l'Académie française, le Nobel de littérature de Wole Soyinka (1986), le Renaudot d'Alain Mabanckou (2006) et le Goncourt de Marie Ndiaye (2009), sans compter des écrivains comme Ahmadou Kourouma ou Amadou Hampaté Bâ, la pensée africaine a toujours eu sa place dans la grande littérature. Mais le plus grand apport de la pensée africaine reste sans doute à venir avec les trésors que recèlent les quelques 200 000 manuscrits du 10^e siècle, pour les plus anciens, conservés dans la région de Tombouctou. Un patrimoine mondial qui est loin d'avoir livré tous ses secrets, et pour lequel je travaille activement à m'impliquer dans sa préservation, et qui prouve d'ores et déjà la richesse et peut être la prégnance de la pensée africaine.

**Propos recueillis
par Mame Ndella FAYE**

PORTRAIT | LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR

Léopold Sédar SENGHOR est né en 1906 à Joal, petite ville côtière située au sud de Dakar au Sénégal. Il arrive en France en 1928.

Avec Aimé Césaire, il va créer le concept de la négritude en 1931, période très marquée par les expositions coloniales, où la France faisait montre de sa puissance civilisatrice sur le continent noir sur un fond de mépris et de négation de toute existence d'une civilisation négro-africaine. Senghor va approfondir le concept de la négritude en la définissant ainsi : « La Négritude est la simple reconnaissance du fait d'être noir, et l'acceptation de ce fait, de notre destin de Noir, de notre histoire et de notre culture ». Ensemble, ils affirment haut et fort la grandeur de l'histoire et de la civilisation noire face au monde occidental qui les avait jusque-là dévalorisés. Ils voulaient faire de leur identité nègre et de l'ensemble des valeurs culturelles du monde noir, une source de fierté. D'où la dimension première du concept de la négritude qui est d'abord culturelle avant d'être utilisé comme une arme politique.

En 1936, il s'inscrit à la SFIO qu'il quittera en 1958. Enrôlé en 39 dans l'armée Française, il fut prisonnier des allemands de 40 à 42. Il rentre au Sénégal en 1945 et se voit proposer par Lamine Gueye d'être candidat à la députation. Il accepte et est élu député à l'Assemblée Nationale Française, où les colonies viennent d'obtenir le

droit d'être représentées. À partir de là, commence réellement la vie politique de Senghor.

Le 24 février 1946, il participe à la commission de rédaction du projet constitutionnel et écrit : « Nous ne voulons plus être des sujets, ni subir un régime d'occupation [...] nous réclamons l'égalité des droits. C'est pourquoi en attendant une indépendance complète, nous préconisons la solution d'une fédération dans le cadre de l'union française réalisable dès à présent [...] Le colonialisme de la vieille école est déjà révolu et condamné [...] Je ne pense pas que la France qui vient d'éliminer le racisme Hitlérien puisse nous reprocher cette décision ».

En 1947, les luttes pour les indépendances mobilisent l'énergie du député de la brousse, tandis que la revue d'Alioune Diop (Présence africaine), qui voit le jour en décembre, requiert le soutien de l'écrivain Senghor. D'ailleurs, en 1956 sera tenu à Paris le premier congrès des intellectuels noirs par l'initiative d'Alioune Diop, qui permettra de mobiliser tous les écrivains et artistes de la diaspora noire afin de réfléchir sur le dialogue des cultures et l'avenir des colonies.

Mame Ndella FAYE

La suite du portrait sur le site www.poteapote.com

1956 : La mondialisation des indépendances

A PARTIR DE 1945 LE MOUVEMENT DE DÉCOLONISATION EST ENCLENCHÉ SUR TOUTE LA PLANÈTE AU NOM DU « DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX MÊME ». RÉUNIS À LA CONFÉRENCE DE BANDUNG EN 1955 LES PAYS D'ASIE OU D'AFRIQUE QUI VIENNENT DE SE LIBÉRER DU JOUG BRITANNIQUE POUSSENT LES « FRÈRES » AFRICAINS À RÉCLAMER LEUR INDÉPENDANCE À LEUR TOUR.

Guerre mondiale, conséquences planétaires. Alors que l'Europe se relève en ruines, le conflit de 39-45 va avoir un impact décisif sur le lien entre puissances européennes et colonies. Car la guerre l'a souligné comme une évidence : le mythe des puissances coloniales invincibles a vécu. France, Hollande, Belgique ont subi des défaites éclair. L'Angleterre n'a pu que résister. Les colonies comprennent qu'elles sont dominées par des géants aux pieds d'argile. « Le Bon Nègre est mort », clame dès

1945 le leader sénégalais Léopold Sédar Senghor, illustrant que les rapports, désormais, devront radicalement changer entre colonisateurs et colonisés.

Autre facteur décisif, l'avènement de deux nouvelles puissances : les Etats-Unis et l'URSS. Par conviction autant que par intérêt de voir réduite l'influence des anciens empires, les deux grands vainqueurs de la Guerre martèlent leur opposition au système colonial. Dès 1941, les Etats-Unis proclamaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Kominform, réunion des Etats socialistes, brandit à partir de 1947 son interprétation marxiste de la résistance au colonialisme.

Le vent de révolte, lui, s'est levé à l'Est. Avec un modèle. Dès 1945, Sukarno, leader du parti national indonésien, proclame l'indépendance



de son pays et la rupture des liens avec les Pays-Bas. Le dernier bastion asiatique à tomber est l'Indochine, qui devient en 1954 le Vietnam après huit ans de guerre avec la France. Un an plus tard, Sukarno réunit en Indonésie le sommet qui marque l'avènement d'une troisième voie. La conférence de Bandung poursuit un double objectif : soutenir et aider les pays encore soumis à acquiescer leur indépendance – en particulier les pays africains, dont le statut n'évolue guère, et mar-

quer le refus de s'aligner derrière les deux nouvelles puissances, Etats-Unis et URSS. Soutenus par la Chine, une trentaine de pays asiatiques et africains, tous indépendants, rejoignent ainsi l'Indonésie du 18 au 24 avril 1955. Nehru, l'Indien, Nasser l'Égyptien ou Sukarno en sont les figures de proue.

Le Tiers Monde entre sur la scène mondiale, et ouvre le mouvement des non-alignés. Rejet des deux blocs, appel à la fin de la colonisation, à la coopération entre Asie et Afrique... Bandung marque à la fois un tournant et un accélérateur de l'histoire. « C'est la mort du complexe d'infériorité », pointe Senghor pour définir l'émergence des non-alignés. Dans les sept années suivantes, toutes les colonies du monde allaient arracher leur indépendance.

Cyril Pocréaux

PORTRAIT | SÉKOU TOURÉ



A 37 ans, Sékou Touré est le plus jeune chef d'Etat au monde, à la tête d'un Etat, qui a fait le choix en faveur d'une orientation républicaine et démocratique. Au-delà de la Guinée, ce jeune président séduit vite l'Afrique et le monde par ses idées progressistes, panafricaines et révolutionnaires. Tyrannique pour certains, communiste, gauchiste, totalitaire, passionné ou charismatique, tout autant d'adjectifs qui qualifiaient ce fulgurant personnage de manière parfois excessive et

ce, malgré ses convictions politiques par moment contradictoires. Il n'était pas moins qu'un furieux guerrier bataillant pour le soulèvement de l'Afrique et sa renaissance post-colonialiste. Sékou Touré connaît une ascension politique hors norme : Successivement, il passe de simple commis aux écritures à co-fondateur du Rassemblement démocratique africain. Par définition la synthèse intelligente entre la lutte syndicale et la politique, il se voit propul-

sé au siège de Député à l'Assemblée Nationale Française en 1956. Puis il vit l'année de la consécration en 1958 en étant élu président de la République.

Deux mois plutôt, Sékou Touré en fin tacticien affronte lors d'un duel verbal, resté mémorable, le Général De Gaulle en s'opposant au projet de communauté franco-africaine. Radicalement divorcée de la France la Guinée marque, par le biais de son leader, son attachement à l'émancipation tant économique, sociale, qu'humaine de l'Afrique en ces temps où son « cœur noir » recommence à battre à travers les houles de la libération.

Fabuleux tyran en gants de velours ou monstre guerrier victorieux pour l'indépendance, telles sont les deux personnalités qui s'entre-lacent dans l'existence du « grand SYLI ».

Gwennaëlle Dubois

**Retrouvez également le portrait de Diallo Telly
sur www.poteapote.com**

1960 : L'émergence d'un monde nouveau



Benjamin Stora, historien français spécialiste de l'histoire du Maghreb et de la décolonisation, co-dirige l'Institut Maghreb-Europe à Paris VIII-St Denis. Il revient pour Pote à Pote sur les indépendances obtenues en 1960.

Au début de l'année 1960, le monde bouge. La « révolution cubaine », commencée en janvier 1959 par l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, prend des allures de fêtes, et jouit d'un immense prestige dans le monde entier. C'est la fin de sept ans de dictature, et un immense espoir pour les déshérités du pays. Le visage du Che est déjà sur toutes les photos, et sera brandi comme une icône par toutes les jeunesse.

L'évolution des relations internationales dans les deux décennies qui suivent la seconde guerre mondiale est largement dominée par l'aspiration des peuples colonisés pour s'émanciper, l'émergence ce que l'on appelle alors le « tiers-monde », ensemble de pays voulant rester neutre entre les deux blocs antagonistes, USA et URSS. La décolonisation est un des événements les plus importants de l'histoire contemporaine par l'accession des colonies à l'indépendance et l'entrée sur la scène internationale comme acteurs et sujets de peuples qui n'y avaient si longtemps figuré qu'à l'état d'objet.

L'Afrique bascule dans l'année 1960, et les pays de ce continent optent plus pour une franche décolonisation, qu'une simple autonomie avec les anciennes métropoles coloniales. Dès le 1er janvier 1960, le Cameroun accède à son indépendance, suivi le 27 avril par le Togo. Le 20 juin 1960, c'est au tour du Sénégal, le 26 de Madagascar et le 30 juin émerge la République Démocratique du Congo (ex-Congo belge). Dans l'été 1960, en juillet et en août, le Bénin, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la République centrafricaine, le Congo, le Gabon et la Nigeria deviennent indépendants. Le 28 novembre 1960, la Mauritanie est proclamée Etat indépendant. Certes, de nombreux chefs des nouveaux Etats sont issus des rangs de l'armée des anciennes puissances coloniales où se sont installés avec l'accord et l'appui de Paris ou Londres.... Mais la rupture est là, et se dessine les promesses d'un monde nouveau.

Quinze ans seulement après la fin de l'Occupation, la période de la décolonisation est aussi le moment d'un grand bouleversement de la société française. La détermination des espaces politiques se fait sous l'effet de marquages sociologiques et celui de marquages idéologiques : bouleversement du paysage agricole et fin du

monde paysan, explosion urbaine à la périphérie des villes, irruption massive de la télévision dans les foyers, mise en chantier de la révolution du nucléaire, début de la construction des autoroutes. Cette modernité naissante est incompatible avec l'existence d'un vieil Empire colonial édifié principalement depuis le XIXe siècle qui, apparaît alors, comme un frein à la modernisation nécessaire de la France et entame son prestige international sur un fond de lassitude d'une population métropolitaine voyant ses enfants partir au combat en Algérie.

La décolonisation et la perte de l'Empire vont déboucher sur une crise du nationalisme jacobin français et une interrogation profonde sur la question des droits de l'homme dans les nouveaux pays indépendants.

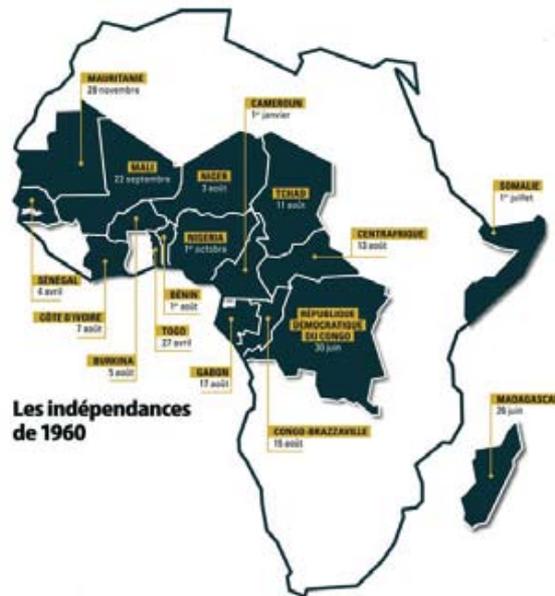
Néo-colonialisme et mémoires coloniales.

La disparition des vieux Empires coloniaux ne signifie pas la fin du colonialisme.... La page semble tournée avec les indépendances des années 1960, mais dans son « pré carré » africain, la France fait face aux accusations réitérées de néo-colonialisme ; dans les

DOM-TOM, elle doit aussi répondre aux revendications autonomistes ou indépendantistes, virulentes aux Antilles et en Nouvelle-Calédonie. Le « néocolonialisme » apparaît dans les années 1970 servant à décrire une nouvelle forme d'impérialisme propre aux anciennes puissances coloniales et exercée à l'encontre de leurs anciennes possessions ultramarines. Pour les théoriciens du concept, les indépendances auraient été davantage formelles que réelles, l'ancienne puissance coloniale conservant une influence prépondérante dans ces pays. Le maintien de liens politiques et culturels forts, les leviers financiers et autres « armes économiques », le contrôle exercé sur les ressources naturelles locales, les considérations d'ordre géostratégique, sont autant de raisons pour la

France de maintenir son « pré carré », essentiellement en Afrique subsaharienne.

Liée à la question coloniale, une autre interprétation se développe : la survivance d'une mémoire coloniale dans les anciennes métropoles, cette fois tournée contre les immigrés originaires des anciennes colonies. À l'occasion de l'inauguration de monuments, de musées, les polémiques sont vives entre différents groupes porteurs de cette mémoire. Les débats autour de la loi du 23 février 2005 affirmant « le rôle positif de la colonisation », les politiques de « repentance », de « réparations », de « pardon », expriment bien ce mouvement de retour de la question coloniale au sein des sociétés.



Benjamin Stora
Le mystère De Gaulle. Son choix pour l'Algérie,
Paris, Ed Robert Laffont 2009.

« La France a bâclé voire **raté** la décolonisation de l'Afrique ! »

IBRAHIM SOREL, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION BANLIEUE DU MONDE ET DE LA CHAÎNE BDM TV DIFFUSÉE SUR LA TNT ORGANISE DES ÉCHANGES ENTRE LA BANLIEUE ET L'AFRIQUE ET SOUTIEN LES FORCES SOCIALES QUI, EN AFRIQUE, LUTTENT POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LA DÉMOCRATIE. IL DRESSE POUR POTE À POTE UN BILAN EN DEMI TEINTE DES INDÉPENDANCES.

50 ans après les indépendances, force est de constater que les idéaux brandis avec fierté et les espérances réjouissantes des premières heures de liberté ont laissé place à une ère de désillusion au goût de cendre de larmes et de sang. Le théâtre d'ombre que présente la scène politique africaine avec son lot de coups de force, d'atteintes répétées aux droits de l'homme et de scandales financiers récurrents, interpelle au plus haut point sur ce que les dirigeants du continent ont fait de la liberté reconquise, mais aussi sur la façon dont a été conduit le processus d'accession à la souveraineté des pays d'Afrique. La responsabilité des acteurs de la décolonisation se trouve directement posée.

En effet, même si l'indépendance fut le fruit de luttes et combats menés par des femmes et des hommes épris de liberté et de dignité, il faut reconnaître qu'outre quelques exemples marginaux comme la Guinée et l'Algérie, la plupart des États africains notamment francophones ont obtenu leur indépendance dans le cadre d'une stratégie utilitariste mise en place par la puissance coloniale en l'occurrence, la France pour le pré-carré francophone. La Métropole « Corrèze » sous l'influence des idées cartieristes, se débarrassait à bon compte du poids de la gestion des pays « Zambèze », tout en se ménageant par des conventions léonines les circuits d'approvisionnement en matières premières et autres produits de première nécessité.

Disons-le tout net, la France a bâclé voire raté la décolonisation de

l'Afrique ! Elle était plus préoccupée par la défense de ses intérêts immédiats que par la formation et l'installation d'une élite africaine moderne et compétente. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur des préposés locaux souvent serviles et corrompus qui n'ont fait que perpétuer le système précolonial d'exploitation et de domination barbare, à l'ombre tutélaire et bienveillante du Maître. La France et ses « avatars » tropicaux portent une lourde responsabilité dans la faillite politique du continent.

Faillite de gouvernance tout de même jugulée aujourd'hui par la soif inextinguible de liberté et l'exigence démocratique des peuples d'Afrique. Partout, des mouvements prolifèrent pour réclamer plus de justice et d'égalité. A Antananarivo, Conakry ou Nouakchott, des citoyens le plus souvent jeunes, font vaciller les pouvoirs et briller la flamme de la liberté.

La chance du Continent c'est le dynamisme de sa jeunesse et l'invitabilité de ses populations. Malgré les sans-papiers qui dérivent sur les rives de Majorque ou d'ailleurs. En dépit des indicateurs souvent au rouge et des caprices de la nature ; de Dakar à Bamako, d'Alger à Douala, vibrent les clameurs et les ardeurs d'hommes et de femmes debouts, la foi et l'espérance chevillées au corps ; à l'image du continent qui, tel un roseau, plie mais ne rompt pas !

Ibrahim Sorel KEITA

PORTRAIT | MODIBO KEITA



Né le 4 juin 1915 à Bamako, Modibo Keita fut d'abord un élève talentueux de l'école normale supérieure de Dakar d'où il sortira major avant de devenir un instituteur redouté par les forces coloniales en septembre 1938. Il est même dit que ses professeurs le signalèrent comme : « Instituteur d'élite, très intelligent, mais anti-français... Agitateur de haute classe à surveiller de près ». Mais l'histoire rappellera que Modibo Keita n'était pas anti-français

mais, bel est bien anticolonialiste, qu'il justifie par son activisme dans plusieurs mouvements et associations à partir de 1937.

Ne pouvant se soumettre à l'interdiction faite aux africains de faire de la politique, il contourna la loi et fondera avec Mamadou Konaté « l'Association des lettrés du Soudan » qui deviendra le « Foyer du Soudan ». Apolitique de vitrine, cette association fut un terreau duquel naîtra la force de ce panafricaniste convaincu. En 1943, il créa le journal « l'oeil de Kénéougou » dans lequel il expose, sans retenue, son opposition au colonialisme et la féodalisation de l'Afrique. Dans le même temps, il crée avec Mamadou Konaté la fédération des syndicats des enseignants. Mais les démonstrations de sa détermination, qu'il cultive dans ses engagements nationalistes, politiques

et syndicales le conduiront tout droit à la prison de la Santé à Paris pendant 3 semaines en 1946 où il est jugé comme un dangereux opposant par la justice française.

De retour à Bamako, il devient secrétaire général de l'Union soudanaise du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) qui fut présidé par Houphouët Boigny. En 53, il est élu conseiller de l'Union française alors que trois années plus tard il devient à la fois maire de Bamako et député à l'Assemblée Nationale française puis vice-président de cette même assemblée. Sous la IV République Modibo Keita sera, à deux reprises, secrétaire d'Etat dans les gouvernements français : à l'Outre Mer en 57 puis à la présidence du Conseil d'Etat de novembre 57 à mai 58. 1958 fut également l'année où il est élu président de l'Assemblée constituante de la Fédération du Mali qui regroupe le Soudan français (Mali), le Sénégal, la Haute Volta (Burkina Faso) et le Dahomey (Bénin). Modibo Keita est nommé à la tête du gouvernement de la Fédération du Mali qui, en 1960, est déjà amputée de la Haute Volta et du Bénin.

Cette Fédération éclatera le 22 septembre 1960, date à laquelle il proclamera l'indépendance du Soudan français, qui deviendra le République du Mali dont il sera président. A partir de cette date, Modibo Keita met son pays sur les rails du socialisme en s'intéressant tout particulièrement aux deux secteurs économiques cruciaux que sont l'agriculture et le commerce.

Nadjib Sellali

La suite du portrait sur le site www.poteapote.com

Les artistes ont de la mémoire



MAMANE

COMÉDIEN ET CHRONIQUEUR, SUR RFI, MAMANE NOUS REÇOIT DANS SON BUREAU DE LA MAISON DE LA RADIO POUR NOUS PLONGER DANS LES MÉMOIRES D'AGADES (NIGER), OÙ IL EST NÉ.

Au Niger, de ce que mon père m'a transmis, l'espoir qui habitait tous ces gens, pendant cette période de décolonisation, était un espoir de liberté et de souveraineté de leur pays. Ils voulaient être libres chez eux. Il est facile d'imaginer la frustration de ne pas jouir de cette liberté de conduire son existence, de circuler librement... Tout était régi par une force d'occupation, par une autorité coloniale française qui pratiquait un colonialisme ultra présent et directif, comparativement aux anglo-saxons, qui avaient pour méthode « l'indirect rule » (les anglais intervenait de l'extérieur du pays, ils déléguaient à des cadres locaux les directives à suivre). Les français faisaient table rase de la culture locale en passant par une introduction en masse de ses colons à tous les postes des différentes classes sociales et en éradiquant les langues locales, en instaurant le français comme langue nationale. Personne n'avait le droit de s'exprimer en dehors de cette langue, les tenues vestimentaires devaient s'occidentaliser ainsi que la nourriture, tout devait ressembler aux us et coutumes du colon français. Les quelques personnes, à la tête bien faite, qui ressentaient cette oppression ont fait monter, peu à peu, leur désir de liberté au même titre que les résistants français, face à l'occupation allemande, même si l'on ne veut jamais faire le parallèle...

Brimades et massacres illustrèrent le quotidien de ses combattants africains qui ont lutté pour la liberté de leur peuple et de leur pays comme à Sétif (Algérie, massacre du 11 mai 1945), au Cameroun, à Madagascar ou encore, à Agades au Niger. Gaossen était un résistant touareg craint par les autorités coloniales qui soupçon-

nait les cadres du village de soutenir ce rebelle, ce qui a valu aux villageois d'Agades d'avoir été massacrés pendant leur prière à la mosquée par l'armée française. C'est quelque chose qui est encore présent dans la mémoire des gens et j'en fais justement actuellement un documentaire grâce aux témoignages que je récolte. Il y a des historiens français et nigériens qui ont écrit sur le massacre d'Agades et je veux remettre un peu de lumière là-dessus en m'intéressant à tout ce qui s'est passé à cette époque. Dès que le sujet de l'empire colonial français est abordé sous l'angle de ces massacres et des résistants africains qui y ont fait face, on vous accuse en France de faire de la concurrence mémorielle ou alors de trop vouloir remuer le passé. Alors qu'il s'agit juste de rétablir des faits historiques qui ont eu lieu en Afrique sous la colonisation, sans haine de la France. Lorsque que l'on enseigne l'histoire de l'occupation de la France par les Allemands aujourd'hui, il ne s'agit pas de parler de la haine des allemands, il est question d'enseignement historique, pourquoi le doute de « l'anti français » plane au dessus des africains lorsqu'ils s'expriment sur la colonisation... ? Il n'y a pas plus de haine aujourd'hui entre la France et l'Allemagne qu'il n'y en aurait entre la France et les pays africains.

Je pense que notre jeunesse française a aujourd'hui besoin qu'on lui parle de cette histoire, que les gens apprennent et assimilent cette histoire pour une meilleure compréhension de l'autre, voir une meilleure compréhension de soi. L'Afrique a une histoire qui doit être dévoilée aux jeunes africains mais à la face du monde aussi, pour éviter un discours, comme celui du président Nicolas Sarkozy à Dakar, qui n'est qu'un crachat au visage des africains. Il faut que les historiens africains racontent l'histoire du continent, il faut qu'ils publient sur l'histoire de la colonisation, il faut que le lion raconte aussi la partie de chasse pour que ce ne soit pas uniquement la version du chasseur qui soit assimilée.

Propos recueillis par Nadjib SELLALI



TIKEN JAH FAKOLY

TIKEN JAH FAKOLY NOUS FAIT UN RAPPEL HISTORIQUE DE CE QU'A ÉTÉ LA CONQUÊTE DES INDÉPENDANCES EN RÉTABLISSANT CERTAINES VÉRITÉS À L'ÉGARD DES PEUPLES QUI SE SONT BATTUS ET QUI PEINE TOUJOURS À ÊTRE RECONNUS.

Dire que la France a donné l'indépendance aux pays africains est une insulte faite à nos parents qui se sont battus, au péril de leur vie, pour conquérir leur liberté. Nous, qui connaissons un peu ces pages d'histoire, nous pouvons dire que l'indépendance a été arrachée à l'occident et Sékou Touré en est un exemple. Lorsque ce leader politique a réclamé l'indépendance de la Guinée, il s'agissait bien d'une indépendance politique et économique et ça, la France ne l'a pas digéré. Alors que la Guinée répondait « non » à De Gaulle et au colonialisme français, les années qui suivirent le référendum de 58 furent des années de calvaire pour le peuple guinéen et son chef de file. Effectivement, tous les pays africains qui ont suivi la France

SUR NOS RIVES OCCIDENTALES ON RACONTE QUE LA FRANCE AURAIT OFFERT L'INDÉPENDANCE À SES ANCIENNES COLONIES AFRICAINES. NOUS AVONS VOULU SAVOIR CE QU'EN PENSENT TIKEN JAH FAKOLY, ALPHA BLONDY ET MAMANE, TOUS ARTISTES ET LEADERS D'OPINIONS.

POUR L'ÉLÉPHANT IVOIRIEN ALPHA BLONDY, CONSCIENSATION POLITIQUE ET ÉDUCATION DES PEUPLES D'AFRIQUE, VONT DE PAIRE POUR CORRIGER DURABLEMENT LES LOURDES FRACTURES FAITES À L'HISTOIRE DU CONTINENT AFRICAIN.

TU AS DÉDIÉ UNE CHANSON À HOUPHOUET BOIGNY QUE RETIENS-TU DE SON ACTION DE LEADER DE L'INDÉPENDANCE ?

Le discours sur l'abolition du travail forcé, proclamé par Houphouet Boigny, était un discours qui réclamait la fin de l'esclavage, car les travaux forcés qui sévissaient en Afrique de l'Ouest en étaient fortement inspirés. Est-ce que les français savent que, jusqu'en 1946, la France appliquait encore de telle pratique dans ses colonies ? Malgré le fait que des africains aient donné leur sang pour la France, lors de la seconde guerre mondiale, les regards et l'estime vis-à-vis de l'homme noir n'avaient pas beaucoup changé en occident. Pour moi, Houphouet Boigny était un grand, « il a fait l'âne pour avoir le foin » avec les français ce qui a permis à des femmes et des hommes, comme moi, d'émerger, de faire des études et de pouvoir m'exprimer librement aujourd'hui. J'évoque cet homme dans certaines de mes chansons car nous sommes fatigués de ne jamais entendre parler de nos référents historiques. Il est essentiel que nous révélions à la lumière nos propres héros.

POURQUOI DOIT-ON ENSEIGNER L'HISTOIRE DES INDÉPENDANCES ?

L'école de mon époque a servi à nous faire un lavage de cerveau, digne de ce nom, car qui parle de nos héros ? Qui met en avant tous nos leaders de l'indépendance, tous les grands hommes politiques qu'a connus l'Afrique ? Qui parle des fondateurs de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), de Patrice Lumumba, de Modibo Keita, de N'Krumah etc... Toutes ces hautes figures du panafricanisme ? Tous ces hommes ont été humiliés, on nous a caché nos symboles car les colons ne voulaient pas que les nègres aient des références. L'histoire africaine a été falsifiée par l'empire blanc qui s'est gardé tous les beaux rôles jusqu'à aujourd'hui. Heureusement que des historiens africains comme Amadou Hampaté Ba, Cheick Anta Diop se sont engagés dans ce rétablissement de vérité qui



contribuera à l'essor du peuple africain. Mais la route est longue pour que de tels travaux soient développés et enseignés... Je fais partie de ceux qui pensent que ces commémorations du cinquante-nième des indépendances sont du bluff ! Si je prends mon pays, la Côte d'Ivoire, nous avons demandé, par la voix de nos autorités, à ce que les troupes françaises quittent notre pays et, tout particulièrement, le régiment du 43ème BIMA qui est installé depuis des décennies un peu partout sur le territoire ivoirien jusqu'au sein de notre aéroport... Pensez-vous sincèrement que dans ce contexte on puisse parler sérieusement d'indépendance ? D'Etat souverain ? L'empire colonial a fait ce que j'appelle « un transfert de compétence » qu'ils ont appelé « indépendance » mais nous ne sommes pas tous dupes !

**Propos recueillis
par Nadjib SELLALI**

se sont développés et ont connu un essor économique mais à quel prix... ? Je fais parti des africains qui pensent que l'Afrique n'est pas indépendante parce que chaque chef d'état a plutôt intérêt à être proche de la France s'il ne veut pas sombrer.

Le problème en Afrique, c'est qu'on ne nous enseigne pas notre histoire, on préfère nous parler des différentes guerres qui se sont passées en Europe. Il faut savoir qu'au lendemain des indépendances, les premiers programmes scolaires africains étaient dictés par les occidentaux ; il est donc évident que la vérité était biaisée dès le début. Des générations ont été formatées sous ce modèle là, ce qui fait que la jeunesse africaine n'a aucune connaissance de son histoire puisqu'on lui cache. J'ai été scolarisé jusqu'au collège, mon programme d'histoire n'a jamais mis l'accent sur comment les indépendances africaines ont été acquises... Aucunes traces des combats qui ont été menés et nulles traces des héros qui ont lutté contre le colonialisme. De ce fait, les conséquences sur la jeunesse sont telles que pour le jeune africain, la France demeure le maître, le chef. On ne leur a pas expliqué que des combats féroces ont existé contre

l'empire colonial ; il en découle donc une jeunesse molle qui attend, en silence, que les choses se passent, spectatrice d'un destin fataliste et c'est grave ! Dans ce contexte, quel avenir préparons-nous pour nos enfants et nos petits enfants si aucune conscience n'émerge ? Il n'y a que depuis quelques années que les programmes scolaires sont rédigés par des intellectuels et historiens africains, mais il faudrait que cette initiative soit plus largement accompagnée pour que les mentalités évoluent, pour que les peuples africains soient maîtres de leur passé pour mieux aiguïser leurs regards et leurs ambitions pour le présent et leur futur. Nous avons besoin d'enseigner en Afrique l'histoire de nos ancêtres et de leurs combats, l'histoire de nos civilisations et de nos empires pour que les africains prennent conscience qu'ils ne sont ni des sous-hommes ni nés esclaves malgré la traite négrière. Ce manque de connaissance historique entretient le complexe d'infériorité que vivent certains africains à l'égard de l'homme blanc et de l'occident.

**Propos recueillis
par Nadjib SELLALI**

témoignages



MARIE ROGER BILOA

DIRECTRICE DU MENSUEL AFRICA INTERNATIONAL. ELLE EST ÉGALEMENT RÉDACTRICE EN CHEF DU MAGAZINE ICI-LES GENS DU CAMEROUN.

Mon père, Germain Tsalla Mekongo, a été l'une des figures de l'indépendance, il a été ministre des finances dans le premier gouvernement camerounais au lendemain de l'indépendance sous Ahidjo (qui fut placé à la présidence du Cameroun par l'État sans légitimité). Il était issu d'un mouvement d'opposition modéré et non pas radical, sinon il n'aurait pu accéder au pouvoir. J'ai donc grandi dans une maison où il y avait des meetings politiques, des rencontres etc.... A l'école il y avait comme une espèce de chape de plomb car bon nombre de sujets ne pouvaient pas être évoqués et notamment ce que l'on appelait les « terroristes » ou « éléments subversifs », termes souvent employés à l'époque. Ces « terroristes » et ces « éléments subversifs » n'étaient autres que les personnes qui se battaient, arme à la main, contre le système colonial français et qui ont été durement réprimées

et écartées de l'accès au pouvoir, voire assassinées. Ma vie d'enfant était aussi rythmée par les emprisonnements de mon père, interné à chaque campagne politique, de façon à ce qu'il ne se présente pas et il était relâché dès que les votes étaient effectués. L'accès à l'indépendance a été un arrangement entre le pouvoir colonial et les mouvements les plus dociles et les plus malléables. Au lycée, des noms étaient tabou comme Ernest Ouandié, Ruben Um Nyobe,... tous ces leaders du mouvement d'indépendance étaient bannis de notre mémoire parce qu'ils étaient considérés comme terroristes et les gens y croyaient !

Cette histoire familiale, ce contexte dans lequel j'ai grandi m'a certainement influencée dans mon choix pour le métier de journaliste. Vivant à l'étranger, j'ai fortement ressenti ce désir d'Afrique, c'est pourquoi je désirais m'engager dans une activité qui maintienne un lien fort avec ce continent. Le journalisme semblait correspondre parfaitement à mon tempérament, non pas en rébellion face à un pouvoir, mais plus dans un souci de dialogue entre africains et de combat face aux stéréotypes en révélant la « vraie » Afrique et la richesse de son histoire... afin que l'on cesse de confiner l'Afrique à un rôle mineur.

Propos recueillis par Nadjib Sellali

YERA DEMBENE

PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS FRANCO-AFRICAINES DE DÉVELOPPEMENT.

Mes parents étaient engagés dans la lutte des indépendances au Mali, mais ils se sont vite aperçus qu'il n'y avait pas de souveraineté nationale. Ils avaient conscience qu'avec la proclamation des indépendances, nous aurions la capacité de nous prendre en charge nous même, même s'il fallait continuer à faire appel à l'aide internationale. Mais cette aide ne doit pas remettre en question notre capacité à créer une politique autonome et souveraine. Au début de l'indépendance du Mali, c'était bien l'État malien qui gouvernait parce qu'il était composé de pionniers de l'indépendance, mais ils furent assez rapidement assassinés ou mis de côté et ce sont des dictateurs militaires qui les ont remplacés, cooptés par l'occident. Ces présidents là n'ont aucune conscience de l'État, ils ne savent même pas qu'ils sont là pour le peuple, ils sont juste là pour leur poche. Il faut que les africains prennent conscience qu'ils ne sont pas indépendants et que s'ils la veulent il va falloir qu'ils y travaillent.

Propos recueillis par Nadjib SELLALI



CHIQUITA MATHILDE QUAMBA OHIN

PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION MIVAFED



Mon père fut un activiste syndical qui a lutté au Togo pour les indépendances des pays africains colonisés. Au lendemain des indépendances, Il fut emprisonné et torturé pour son engagement dans la lutte de défense des droits des travailleurs. Son parcours eut une grande influence sur ma vie personnelle, très tôt, j'ai acquis une conscience politique qui a déterminé mes choix et mes combats pour la défense des droits humains, la relève du combat engagé par mon père. C'est la transmission de son courage qui m'a donné la force de m'engager socialement et politiquement.

Secrétaire Général de la Croix Rouge Togolaise, ancien membre de la Commission Consultative du B.I.T (Bureau International du Travail) Genève (Suisse), Richard Quam Ohin s'est illustré, durant la lutte pour les indépendances, comme Secrétaire Général des Travailleurs du Togo

Propos recueillis par Nadjib SELLALI

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MAISONS DES POTES A RÉUNI POUR CE DOSSIER DES DIRIGEANTS D'ASSOCIATIONS ET LA DIRECTRICE DU MAGAZINE AFRICA INTERNATIONAL CAR TOUS ONT EN COMMUN D'ÊTRE DES HÉRITIERS DE LEADERS DE MOUVEMENTS D'INDÉPENDANCE. POUR POTE À POTE ILS NOUS FONT PARTAGER CETTE MÉMOIRE FAMILIALE ET RENDENT HOMMAGE À DES ACTEURS MÉCONNUS DE CETTE PÉRIODE CHARNIÈRE DE L'HISTOIRE DU 20ÈME SIÈCLE.

JEAN-CLAUDE TCHICAYA



Mon grand père paternel, ex-député socialiste du Gabon Moyen Congo à l'Assemblée Nationale française élu par le collège des non citoyens en 45, co-fondateur et vice-président du RDA, Jean-Félix Tchicaya, décédé le 16 janvier 1961 que je n'ai donc pas connu, et d'autres élus dits indigènes, autochtones et non citoyens, des hommes et des femmes colonisés dans notre Assemblée Nationale et en dehors, ont participé à l'émancipation de notre

nation Française et de notre République. Ils ont également agi à la construction et l'édification de l'Europe, à l'émancipation et à la souveraineté mais aussi à l'indépendance des peuples Africains et autres colonisés. « *J'ai fait seulement œuvre d'homme de bonne volonté, attaché à la chose publique, et sans cesse soucieux de combattre et de lutter pour tout ce qui apparaissait juste, équitable, favorable à la paix et à la fraternité des hommes. Je n'ai pas cherché à avoir toujours raison mais à voir où était le vrai et le possible.* » Citation du député Jean-Félix TCHICAYA dit FELIX TCHICAYA Jean, député du moyen Congo de 1946 à 1960.

Cet exercice que je vous soumetts est fait pour tout un chacun, ceci par devoirs de mémoires, travail d'histoire, de vérité historique, de vérité d'humanité. C'est tout simplement de l'histoire de France, d'Europe d'Afrique et plus. Ceci est énoncé par son petit fils, né en France et Français, de mère martiniquaise, ex-Maire adjoint et co-fondateur de Devoirs de Mémoire, qui continue à être un homme politique, un assidu associatif et à suivre l'exemple de son grand-père et de toutes celles et tous ceux qui, proches ou plus lointains, se battent pour toujours plus d'effectivité des droits fondamentaux et à l'édification d'un monde meilleur quelque soit sa couleur.

**Jean-Claude Félix Tchicaya
dit Jean-Claude Tchicaya**

N'DELLA FAYE



Plusieurs leaders africains se sont illustrés de par leurs actes et le rôle qu'ils ont joué dans leur pays respectif dans la marche vers les indépendances. A titre d'exemple nous pouvons citer pour le Sénégal, un membre de ma famille, VALDIODIO NDIAYE (1923-1984), un homme qui constitue une référence pour son courage et son patriotisme. Personnage mythique pour les sénégalais et héros de la décolonisation, il a été l'un des

acteurs fars dans la lutte contre l'impérialisme et l'injustice en Afrique de l'ouest.

C'était l'un des dirigeants du Bloc Démocratique Sénégalais (BDS), premier parti politique sénégalais, aussi l'un des premiers juristes africains et a participé à la rédaction de la constitution sénégalaise. Il se distingue de ses pairs à l'époque par le rôle qu'il a tenu pour que le Sénégal, qui était une colonie française depuis 1895, obtienne son indépendance.

Il affronta le général De Gaulle, à la veille du référendum de 1958, avec un discours mémorable dans lequel il exprima tout haut, l'aspiration de tous les peuples d'Afrique en ces quelques mots : « Nous disons indépendance, unité africaine et confédération ».

Très surpris, De Gaulle lui répondit en ces termes : « Si vous voulez l'indépendance, prenez-la ». Une page de l'histoire venait d'être tournée, car deux ans après, le 4 avril 1960, le Sénégal ira à l'indépendance.

50 ans après les indépendances, ce que l'on retient aujourd'hui est que cet homme a contribué à la libération du Sénégal. Cependant, les intérêts des grands de ce monde sont toujours présents en Afrique, ce qui n'est en aucune manière, favorable au développement économique du continent tellement les termes des échanges sont déséquilibrés. La France conserve toujours sur le sol africain des bases militaires : au Sénégal, en Cote D'ivoire, au Tchad, en Centre Afrique, au Gabon, à Djibouti.

Ndella FAYE

MAMADOU THIOYE



Dans ma famille il y a eu des personnes qui étaient engagées dans la lutte contre la colonisation, mais l'une d'entre elle a retenu tout particulièrement mon attention. Ce combattant militant vivait dans mon village, à Dyoun en Mauritanie. Il a connu le colonisateur de près dans sa représentation puisqu'il a fait la seconde guerre mondiale et c'est d'ailleurs de là qu'il a pris conscience qu'il fallait se battre pour l'indépendance de l'Afrique ; lui qui s'est battu pour libérer la France occupée. Même si ma rencontre avec cet homme ne m'a pas principalement influencé dans mes choix de vie militante, je ne peux nier le fait qu'il y a tout de même contribué. Au delà de mes études, c'est bien l'histoire de la décolonisation et ses héros africains qu'on m'a enseigné à l'école qui ont été la principale cause de mon engagement. Je n'oublie pas non plus que lorsque j'étais en Mauritanie, j'ai pu observer de plus près ce qui peut se passer si l'on ne fait pas attention aux questions de racisme, de xénophobie et aux problèmes de société globale.

Propos recueillis par Nadjib SELLALI